

01 - Communications diverses

«**M. LE MAIRE** : La séance est ouverte. Nous avons le quorum. La secrétaire de séance sera Solange JOLY.

Tout d'abord, avant d'ouvrir ce Conseil Municipal, je voudrais rendre hommage à Ousmane SOW, décédé, comme vous le savez, le 1^{er} décembre dernier.

Ousmane SOW, c'est cet extraordinaire sculpteur, auteur de «Victor Hugo», qui est devenu un lieu emblématique de notre Ville sur l'Esplanade des Droits de l'Homme et de la sculpture «l'Homme et l'Enfant» qui se trouve sur le lieu de Mémoire de la gare.

Il est décédé le 1^{er} décembre dernier. Il avait une force et une sensibilité très singulière et très puissante et tout cela demeurera bien vivant, ici, pour toujours.

Ses œuvres débordent d'émotion, elles parlent à l'esprit et bouleversent nos sens. Regardez, si vous avez l'occasion de le faire, ce qu'exprime le visage de l'homme... du soldat à la gare par exemple. Ses statues colossales, à son image, viennent nous interpeller jusqu'au plus profond de notre esprit. Voilà ce qui est bien éternel et effectivement, l'œuvre d'Ousmane SOW restera éternelle.

Il le restera pour Besançon qui s'honore d'être la seule grande ville à offrir à ses habitants deux statues de l'artiste, l'une de Victor Hugo et l'autre sur notre lieu de Mémoire. Ces statues, les Bisontins les ont immédiatement adoptées, à l'image de celle de Victor Hugo qui est devenue, je le disais, un lieu emblématique de notre ville, Victor Hugo pour qui il avait une pensée prémonitoire, puisque sans savoir qu'il viendrait un jour à Besançon, il lui avait mis une montre dans la main ; Besançon aussi où il avait fait, vous vous en souvenez -j'avais eu l'occasion de le dire- une de ses premières, la deuxième ou troisième exposition, en France, lorsqu'il avait arrêté son activité de kinésithérapeute.

Je crois qu'il y a un lien indéfectible entre Besançon et Ousmane SOW, qui était le seul Africain admis à l'Académie des Beaux-Arts de Paris, le seul Africain, Bisontin de cœur, à siéger dans cette prestigieuse institution. Je me souviens avec émotion du moment où, sous la coupole, revêtu de l'habit des Académiciens, lui, ce géant, était là, en habit d'Académicien.

J'ai, en votre nom à toutes et tous, ressenti beaucoup de fierté. Ousmane SOW l'a dit à plusieurs reprises, il se sentait bisontin de cœur et d'esprit. Il était fier d'avoir tissé ce lien fort avec notre ville dont il vantait toujours la beauté et, surtout, l'esprit de ses habitants, solidaires et ouverts.

Voilà ce qu'était Ousmane SOW : un homme qui pensait aux autres, qui raisonnait pour les autres, en pensant à la communauté toute entière et non en individualiste.

C'est d'ailleurs le sens de son message, je m'en souviens, lors de son discours d'intronisation à l'Académie, quand il ne parle pas de lui mais qu'il cite plusieurs fois MANDELA et SENGHOR en guise de message universel de concorde et d'ouverture. Ce fut aussi un témoignage d'amour pour l'homme africain, lui, celui que l'on appelait le «plasticien aux doigts de sorcier» qui a su attirer sur le Pont des Arts en 1999 près de 4 millions de personnes venues découvrir ses guerriers et ses lutteurs, obligeant quasiment la mairie de Paris à fermer le pont pour éviter qu'il ne s'effondre sous le poids des visiteurs.

Finalement, Ousmane demeurera un citoyen du monde au pouvoir extraordinaire de faire converger les sentiments, les meilleurs sentiments de chacun d'entre nous.

A l'heure où malheureusement les discours de haine, de stigmatisation, de dureté, de méfiance sont légion et ont tendance à se banaliser, je veux croire, au travers du message de cet artiste et du lien indélébile que nous avons tissé avec lui, qu'à Besançon nous ne serons jamais dans cette dérive malsaine. Si d'aucuns voulaient nous y entraîner, nous ferons, systématiquement et avec détermination, barrage à toute tentative de dérive sur les sujets de l'intolérance, du racisme, de la xénophobie et combattons toutes les manœuvres démagogiques car il est des valeurs qui ne transigent avec aucun compromis. Je serai de ceux, avec vous, j'en suis sûr, avec les élus de nos groupes respectifs et de la

société civile unie, qui seront intractables sur ces sujets. Mais nous aurons sans doute l'occasion de nous exprimer ce soir lors de l'étude de motions.

Dans l'immédiat, en mémoire d'Ousmane SOW, je vous demande d'observer une minute de silence.

(Une minute de silence est observée)

M. LE MAIRE : Je vous remercie. Nous passons à l'ordre du jour.

M. Jacques GROSPERRIN : Avant de rentrer dans l'ordre du jour, l'ensemble du groupe et moi-même voudrions nous associer également à l'éloge bien mérité de cet artiste bien connu.

Mais j'aimerais néanmoins revenir sur les incidents qui ont émaillé le dernier Conseil Municipal.

Lors de la lecture du règlement intérieur, il est dit, et je l'ai relu, que vous avez toute latitude pour faire en sorte que l'on puisse faire qu'il y ait des explications de vote et donner la parole aux uns et aux autres.

En règle générale, vous nous avez toujours dit que les motions qui étaient présentées par chacun ne favorisaient pas ou ne permettaient pas, en tout cas vous ne le permettiez pas, le débat. Or, nous avons plutôt eu l'impression -et c'est le sens de mon intervention aujourd'hui- que lorsque nous sommes partis l'autre jour, ce n'était non pas pour nous défiler vis-à-vis d'une motion -d'ailleurs, il y en avait plusieurs- mais c'était pour, peut-être, aussi en prolongement de ce que vous avez dit que cette motion méritait une attitude, en tout cas une pertinence pénale peut-être -je ne sais plus quels termes vous aviez utilisés-. Nous estimions, nous, que nous n'avions pas à discuter d'une motion qui pourrait mettre à mal des personnes qui sont en situation difficile et de souffrance.

Vous connaissez nos valeurs républicaines, vous connaissez notre attachement à l'émigration, vous connaissez notre attachement à la richesse de la France mais vous connaissez également l'attachement qu'on peut avoir vis-à-vis d'une main ferme et en même temps, de l'autre côté, d'une main humaine, humaniste voire aidante.

Néanmoins nous nous sommes interrogés parce que lorsque nous sommes partis, à ce moment-là les journalistes n'étaient plus là, comme par hasard les journalistes sont revenus et nous nous interrogeons sur le fait peut-être d'une instrumentalisation, peut-être pas de votre part ou peut-être de la part de vos Services, avec le retour d'un journaliste.

Vous voyez, Monsieur le Maire, vous commencez à rire à chaque fois.

M. LE MAIRE : Comment pouvez-vous penser que je peux instrumentaliser la presse ?

M. Jacques GROSPERRIN : Monsieur le Maire, chaque fois que l'un ou l'autre de notre groupe prend la parole, vous riez. Nous aimerions, comme dans les autres collectivités -depuis 2001, j'ai rencontré beaucoup de Présidents de Département, Présidents de Région, je n'ai pas rencontré le Maire de la Ville de Besançon parce que je n'étais pas au Conseil Municipal- dans les autres enceintes, il y a toujours un respect, il n'y a jamais un rire émis à l'encontre d'un élu municipal de l'Opposition. Nous vous avons dit que quelque part c'est une partie de la population que vous fustigez lorsque vous riez de nos interventions. Nous ne nous sommes jamais permis de rire sur vos interventions. Nous vous demandons simplement un peu d'élégance vis-à-vis de cela.

Enfin, lorsque nous avons du mal, nous, à ouvrir les motions qui nous sont présentées aujourd'hui par informatique sur nos ordinateurs, de la même manière que nous n'avons pas vu la motion sur laquelle on sera certainement avec vous pour l'Université parce que je crois que ça mériterait aussi un débat ; il faut vraiment que nous soyons tous autour de cette problématique-là qui est importante.

Comme par hasard, à l'entrée du Conseil Municipal ce soir, je rencontre des personnes qui sont en bas et qui viennent faire une petite manifestation qui est symbolique sur «migrants et réfugiés». Je leur demande : «Qu'est-ce que vous venez faire là ?». Ils me disent : «Nous venons pour vous parce que vous avez déposé une motion». Comment se fait-il que d'autres personnalités, d'autres groupes de pression puissent avoir les informations alors que nous n'avons pas l'information sur la motion qui existe là ?

Je vous demande, de grâce, de revenir -ce n'est pas la trêve des confiseurs- mais je crois qu'à une période importante, trouble, difficile pour les uns et les autres que nous puissions réfléchir sur le problème des migrants, on vous l'a dit. Je crois que c'est important. J'étais à la CAO il y a trois jours lorsque six personnes arrivaient de Calais, sont passées par Paris et ensuite à Besançon. J'ai vu toute la détresse de ces personnes qui viennent d'Érythrée, du Soudan, d'Afghanistan. J'ai vu cette détresse. Mais il faut qu'il y ait un débat serein, un débat réel sur nos capacités d'accueil des migrants sur Besançon et peut-être aussi sur nos capacités de dire à ceux qui ne sont pas en situation difficile, à ceux qui ne sont pas en situation d'urgence politique et de vie, de survie...

M. LE MAIRE : Attendez, nous n'allons pas déjà engager un débat. Il y a une motion.

Monsieur GROSPERRIN, je vous ai donné la parole de façon républicaine. Vous ne débattiez pas sur le fond. Il y a une motion, vous en parlerez. Je vous demande donc d'intervenir...

M. Jacques GROSPERRIN : Cela signifie que nous pourrions parler des motions après et nous pourrions en débattre ?

M. LE MAIRE : Bien sûr, nous allons parler des motions ! Vous allez présenter votre motion.

Si vous voulez, par ce cavalier, débattre alors qu'on ne débattera pas sur les motions, ça ne marche pas. Ici, je vous donne la parole pour dire quelque chose qui se rajoute au sujet, mais là actuellement vous êtes hors sujet. Je vous demande donc de bien vouloir terminer votre intervention.

M. Jacques GROSPERRIN : Je termine, Monsieur le Maire. C'est simplement pour vous faire part de notre indignation vis-à-vis d'une situation.

M. LE MAIRE : Oui.

M. Jacques GROSPERRIN : S'il vous plaît.

M. LE MAIRE : Je vous écoute, continuez Monsieur GROSPERRIN.

M. Jacques GROSPERRIN : Ne m'interrompez pas avec des attitudes agacées, je comprends bien...

M. LE MAIRE : Je ne suis pas agacé. Vous, vous avez l'air d'être gêné aux entournures, par contre.

M. Jacques GROSPERRIN : Je ne suis pas agacé contre vous, je voulais vous dire, en toute quiétude, en toute intelligence ces choses-là, je crois qu'à un moment donné ça mérite un débat ; j'espère qu'un jour nous aurons un débat comme nous aurons un débat au niveau de l'Université, à mon avis, ce qui est important.

Et puis enfin, pour terminer, pour vous montrer que je suis pétri de bonnes intentions, je sais que dans 11 jours c'est une date importante pour vous, dans 11 jours c'est votre anniversaire.

M. LE MAIRE : Ça n'a rien à voir dans ce Conseil Municipal.

M. Jacques GROSPERRIN : Je me suis permis de vous faire un petit cadeau. Vous ne vous attardez pas sur le titre car il n'est pas révélateur de la suite du livre qu'il y a à l'intérieur. Vous verrez qu'à mon avis ça peut être intéressant pour les uns et les autres pour donner le sens de notre vie sur cette planète, tel est l'objectif de ce soir. Merci, je le ferai passer à l'huissier.

M. LE MAIRE : Merci, Monsieur le Sénateur. Je suis désolé mais c'est vraiment ce qui s'appelle -je ne vais même pas vous remercier- de la politique spectacle et je ferai don de ce bouquin à la bibliothèque municipale. Je le regarderai quand même.

Je veux simplement vous dire que vous avez un art assez particulier pour vous raccrocher aux branches. Ce soir, je ne suis ni gêné ni agacé, c'est vous qui êtes gêné. Vous vous êtes bien rendu compte qu'en quittant cette Assemblée, vous, quand vous dites «la Droite», pas toute la droite ; il y a un certain nombre de vos collègues qui sont de Droite me semble-t-il qui sont restés ici. Vous êtes partis et vous vous êtes rendu compte que vous aviez fait une erreur.

Alors quant à imaginer un seul instant que j'aurais rappelé la presse pour la faire revenir, c'est bien mal connaître la presse locale et essentiellement ceux qui ont rédigé ces papiers. C'est vraiment bien mal les connaître. Que vous puissiez même une seconde penser cela, ça va certainement les mettre de bonne humeur. Vraiment, vous les connaissez très très mal.

Je vais arrêter là. Maintenant tout le monde veut intervenir sur ce sujet-là. Je n'aurais même pas dû vous donner la parole, je l'ai fait dans un souci d'ouverture républicaine. M. BONNET, M. MOUGIN, M. CROIZIER, tout le monde veut parler là-dessus, ce sont des propos liminaires.

Je propose de limiter les interventions au sujet liminaire qui est Ousmane SOW.

Si c'est pour cela Monsieur BONNET, je vous passe volontiers la parole. Mais je ne donnerai pas la parole pour des sujets autres que ceux liés à mes propos liminaires. Monsieur BONNET je vous passe la parole car je sais que vous êtes comme moi, très sensible à tout ce qui touche à la culture.

M. Pascal BONNET : Merci Monsieur le Maire. On s'associe tous à l'hommage que vous avez évoqué au sujet d'Ousmane SOW. Je voudrais évoquer la mémoire de quelqu'un d'autre, si je peux me le permettre, c'est celle du docteur Marcel POUTHIER que vous avez connu au Conseil d'Administration du CHU et qui a disparu.

M. LE MAIRE : Oui, j'ai connu le docteur POUTHIER qui était un grand Monsieur.

M. Pascal BONNET : Il a disparu il y a quelques jours.

M. LE MAIRE : Oui, je sais.

M. Pascal BONNET : Je voulais évoquer sa mémoire.

M. LE MAIRE : J'ai même envoyé un mot à sa famille.

M. Pascal BONNET : Il fut médecin de Planoise pendant 30 ans et un homme d'engagement pour sa ville et son métier.

M. LE MAIRE : Absolument.

M. Pascal BONNET : Je voulais en dire un mot aussi.

M. LE MAIRE : Vous avez raison et je m'associe à cet hommage.

Monsieur MOUGIN, toujours dans le sujet sans quoi je serai obligé de vous interrompre.

M. Philippe MOUGIN : Merci. Monsieur FOUSSERET, il s'agit d'une réponse à vos insultes. Oui il s'agit de vos propos lors du dernier Conseil Municipal et aussi de votre rubrique page 7 du dernier BVV n° 409.

Je vous le dis aujourd'hui, c'est vous qui allez trop loin. Je vous demande de bien vouloir m'indiquer précisément à quelle occasion j'aurais eu des discours racistes. Je ne vous permets pas de m'insulter de telle façon publique et encore moins d'insulter le mouvement politique et les milliers de Bisontins que je représente ici.

Vous êtes le représentant de la commune et, à ce titre, je vous le dis, vos injures sont scandaleuses. Vous avez le droit de penser, de vous exprimer, de lutter contre vos adversaires politiques mais pas de les injurier comme vous le faites.

Monsieur FOUSSERET, vous n'êtes pas le bien incarné. Vos façons de faire, antidémocrates, en retirant systématiquement la parole à des élus qui ne souhaitent que répondre à vos attaques politiques méprisantes, faire taire vos contradicteurs de la sorte en leur coupant le micro n'est pas un comportement républicain mais ressemble plus à un comportement de dirigeant censeur.

J'exige expressément que vous retiriez vos propos me taxant de prononcer des discours racistes, d'avoir une idéologie de la haine et du racisme ou même d'insulter les immigrés.

J'ajouterai que je n'ai pas de leçons à recevoir de vous, ni de respect ou autre.

Enfin Monsieur FOUSSERET, lisez la presse, suivez l'information et vous constaterez que la grande majorité des Français ne veulent pas de migrants économiques se trouvant en situation irrégulière comme vous l'ont dit aussi les plus Républicains ici même il y a un an.

La loi, le respect de la loi, c'est vous qui le redites quasiment à chaque Conseil Municipal ; alors je vous demande de la respecter et surtout de retirer vos propos insultants.

M. LE MAIRE : Je n'ai rien à retirer à mes propos.

M. Philippe MOUGIN : Dans ces conditions, je ne dialoguerai pas avec vous aujourd'hui ni plus tard, on verra.

M. LE MAIRE : C'est votre choix.

M. Philippe MOUGIN : C'est mon choix parce que vous manquez de respect à des élus qui représentent des milliers de personnes.

M. LE MAIRE : Je ne manque pas de respect.

M. Philippe MOUGIN : Je n'ai jamais eu de propos racistes comme vous le prétendez et c'est toujours votre soupe à chaque Conseil Municipal de brimer, d'avoir des mauvais propos dans vos discours mensuels. Les gens en ont marre et j'en ai marre particulièrement d'être insulté. Vous me connaissez pour être modéré, avoir le respect des institutions mais aujourd'hui je n'accepte pas vos propos.

M. LE MAIRE : Je respecte ce que vous avez dit. Vous avez le droit de ne pas apprécier mes propos mais je ne les retire pas.

Je passe donc à l'ordre du jour».

(M. MOUGIN quitte la salle).